

Prise de parole du 4 octobre 2025

Vous attendiez, Monsieur MACRON, « *un moment utile* » pour reconnaître l'Etat de Palestine. Quand l'Espagne, l'Irlande et la Norvège ont sauté le pas en mai 2024, c'était trop tôt. La Suède n'avait reconnu la Palestine que depuis 10 ans. Le pilonnage de Gaza n'avait duré que huit mois. La Palestine n'avait déclaré son indépendance que depuis trente-six ans, en 1988. Et seuls les trois quarts des pays de la planète avaient franchi le cap. Mais pour vous, Président français, c'était trop tôt, vous pouviez bien attendre encore quelques mois.

Il vous en aura fallu vingt-deux. Vingt-deux mois de massacres, vingt-deux mois de génocide avéré pour que, d'un ton grave, le 22 septembre dernier, vous estimiez « *qu'il était temps ... d'arrêter les massacres...* ». Mais, bien entendu, vous avez pris soin d'épargner à Israël toute menace de sanctions et vous vous êtes bien gardé de préciser quelles frontières seraient reconnues.

Oui, c'est certain et sans équivoque, cette reconnaissance est une véritable avancée diplomatique qu'il ne faut ignorer. Nous la réclamons depuis des décennies.

Mais aujourd'hui, Monsieur MACRON, elle arrive bien tard. Le « *moment utile* » aurait pu arriver plus vite... Si la France, si tous les États qui détournent leur regard depuis si longtemps, avaient fait preuve de courage diplomatique et politique, plusieurs guerres auraient été évitées et des dizaines de milliers de vies auraient été épargnées.

Reconnaissance affirmée, certes, mais affirmée en demi-teinte car assortie de conditions à l'égard de la Palestine, elle n'exprime en rien la volonté d'imposer le Droit International.

Elle n'a aucun effet pour arrêter le génocide en cours dans la bande de Gaza, où des bombardements massifs et indiscriminés s'abattent encore et toujours sur des civils condamnés à la famine, à la privation de soins médicaux, et à l'errance sous les bombes d'un camp de tentes insalubres à un autre. Elle n'a aucun effet sur l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie occupée, y compris à Jérusalem.

Si, dès 1967, la France, l'Europe, avaient eu le courage d'exiger d'Israël le respect du Droit International, avaient sanctionné cet État scélérat au lieu de déposer moult cadeaux à ses pieds, la question israélo-palestinienne ne serait pas. Gaza n'aurait pas connu les massacres de 2018 lors des marches pacifiques du retour.

Les deux millions de Palestiniens de la bande de Gaza, n'auraient pas connu les attaques de 2008 / 2009, de 2012, de 2014, de 2021 ou encore d'août 2023.

Il n'y aurait pas eu de 7 octobre 2023 et la jeunesse de Gaza aurait pu vivre l'avenir dont elle rêvait.

Depuis des décennies vous et les exécutifs qui vous ont précédé, tournez le dos à vos engagements et vos obligations. Vous ignorez le droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et faites fi du respect du Droit International.

Depuis des décennies vous accordez une impunité sans faille à Israël. Pire encore, vous et vos amis européens, représentants de l'impérialisme mondial, commercez avec cet Etat scélérat. Bien entendu, soutenus par vos vassaux, vous niez avoir livré des armes et du matériel militaire à Israël, y compris pendant le génocide en cours. Pourtant les rapports des ONG et de l'ONU sur cette question sont clairs et argumentés...

Mais que valent les vies des Palestiniens à côté des milliards que rapportent ce génocide à vos amis banquiers et marchands d'armes ? Que valent ces vies pour vous qui avez appris à compter les lingots au sein de la banque Rotschild ?

Il est urgent que la France avoue le génocide en cours dans la bande de Gaza et qu'elle prenne les mesures nécessaires pour y mettre un terme.

Une reconnaissance assortie de sanctions politiques, économiques, culturelles, sportives aurait permis à la France de redevenir une force internationale indépendante et puissante, garante de valeurs qui lui sont propres.

Oui, mais voilà. Le lundi, d'un ton grave, vous déclarez la reconnaissance de l'Etat de Palestine. Le mercredi votre Ministre de l'Intérieur interdit aux édiles d'afficher les couleurs de la Palestine aux frontons des mairies...

Votre gouvernement, lorsque gouvernement il y a, baigne décidément dans une mare d'inepties...

Mais surtout rappelez-vous, Monsieur MACRON, que la reconnaissance de l'État de Palestine, telle que déclarée par vous, ne vous exonère en rien de vos obligations vis-à-vis du Droit International. N'oubliez pas, que le non-respect des décisions de la CIJ, de la CPI, le non-respect du Droit International sont synonymes de complicité.

Et regardez bien, Monsieur MACRON, vous qui avez renoncé, vous qui avez capitulé devant Israël et les Etats Unis, regardez bien ce que des centaines de citoyens ordinaires sont capables d'accomplir pour préserver le monde du chaos général et faire triompher le Droit International : ils sautent sur des bateaux bravant les menaces d'un Etat voyou ; ils arpentent les rues des villes et des villages de France et du monde entier et répondent aux appels d'un peuple à l'agonie. Nous faisons ce que vous n'avez pas le courage de faire ! Ce que vous refusez de faire ! Les peuples du monde exigent la Paix et la Justice !

Dans la nuit de mercredi et la matinée de jeudi, les 40 bateaux de la flottille avec à leurs bords plus de 500 personnes, dont des parlementaires européens, des avocats, des médecins, des journalistes, des syndicalistes et des militants, ont été arraisonnés dans les eaux internationales par l'armée israélienne, encore et toujours en violation de toutes les conventions internationales. Kidnappés par Israël ces militants de la Paix sont coupables d'humanité.

Aucune mesure de protection n'a été édictée par Monsieur BARROT. La passivité de votre gouvernement, Monsieur MACRON, qui renvoie les militants engagés dans cette mission d'humanité à leur responsabilité individuelle, tient de la complicité tacite avec un régime qui piétine le droit international.

Une fois de plus vous avez été en-dessous de tout. Aux Affaires Etrangères votre Ministre s'est contenté de rappeler que « *se rendre à Gaza est dangereux et strictement déconseillé que ce soit par voie terrestre ou maritime* ».

Dans le même temps, au Ministère de l'Intérieur, Monsieur RETAILLEAU, vous témoigne son dévouement en faisant preuve d'un zèle digne des années les plus sombres de notre histoire.

Et puis voilà qu'on nous annonce que le plan Trump sauvera la Palestine et son peuple...sauvera le monde. Un plan pour la Paix ou un plan en trompe l'œil ?

Le plan prévoit un cessez-le-feu et l'arrêt du génocide. Les Palestiniens de Gaza les attendent depuis deux ans ! Ils aspirent à vivre ! A vivre simplement !

Il met en place une force internationale temporaire de stabilisation à Gaza dont Israël conserverait le contrôle de la sécurité.

Voilà une sacrée contradiction à la mission d'une force internationale puisque cette mesure fait de l'occupant le garant de la sécurité !

Mais peut-être que je me trompe. Qu'en pensez-vous ? De qui se moque-t-on ?

D'autre part, l'Occident assurera un gouvernement de transition temporaire, sous la supervision d'un organisme international.

Tony Blair, ancien premier ministre britannique et acteur de premier plan des massacres de la guerre en Irak, serait le futur gouverneur de Gaza...

Là, on nous fait faire un bond en arrière. Nous revoilà dans les années 20, au moment du mandat britannique sur la Palestine... Autrement dit, « la colonisation de la Palestine » va bon train...

Quant à l'Autorité palestinienne, elle fera l'objet de réformes, ce qui est certainement nécessaire, et ce jusqu'à ce qu'elle soit jugée apte à gouverner la bande de Gaza.

Qui en jugera ? Le peuple palestinien, Israël ou les puissances occidentales ? Drôle de conception de l'autodétermination d'un peuple et de la démocratie... Mais peut-être que nos esprits « simples » ne sont pas capables de déchiffrer le langage diplomatique...

Une fois les mesures prises et les réformes mises en œuvre, le plan prévoit que, je cite « *les conditions pourraient enfin être réunies pour ouvrir une voie crédible vers la création d'un État palestinien, que nous reconnaissons comme l'aspiration du peuple palestinien* ». Tiens donc !

Mais sur la Cisjordanie il n'y a rien dans le plan Trump. Rien de rien. C'est le silence absolu. Ce silence signifie que la colonisation peut se poursuivre sans freins. D'ailleurs, ni la France ni les Etats européens ne se sont opposés à l'extension des colonies appelée E1. Cette extension, soutenue par l'administration Trump et planifiée par la politique de l'Etat sioniste depuis des décennies, E1 qui va couper en deux la Cisjordanie.

Les termes du plan font écho aux principales conditions émises par Netanyahu pour mettre fin à la guerre : le Hamas doit libérer les captifs et se désarmer, une autorité civile dirigera la bande de Gaza et Israël conservera le contrôle sécuritaire ultime.

Le plan apaise même la demande de la droite israélienne d'exclure toute force politique palestinienne de la gestion de la bande de Gaza et fait de l'Etat de Palestine une coquille vide sous tutelle, un cimetière entre les mains de l'occupant..

Pourtant, Trump affirme que le plan est destiné à « mettre fin au conflit » au Moyen-Orient pour toujours. Vous y croyez, vous ?

Il est donc impératif que la reconnaissance proclamée le 22 septembre marque le début d'un processus qui passe par l'application des résolutions de l'ONU, le respect du Droit International, la fin de l'occupation, de la colonisation, de l'apartheid, et le droit au retour des réfugiés.

Pour que ce processus débouche enfin, la seule voie possible passe par des sanctions contre Israël.

Mais quoi qu'il en soit, la priorité des priorités demeure l'arrêt immédiat du génocide en cours à Gaza.

Voilà pourquoi nous sommes là et que nous ne baisserons pas les bras !

Nous exigeons de la France qu'elle réponde à ses obligations face à l'urgence du génocide.

Les massacres, la colonisation, l'occupation, l'apartheid, doivent cesser en Palestine.

Israël doit mettre fin au génocide et au nettoyage ethnique à l'encontre du peuple palestinien !

La seule garantie de Paix au Moyen Orient et dans le monde c'est dans le respect du Droit International que nous la trouverons !

Palestine vivra !